

Haïti | Panier de Dépenses Minimum (MEB) Non-Alimentaire et Calcul de Valeur de Transfert à travers l'Initiative Conjointe de Suivi des Marchés (ICSM)

INTRODUCTION

La situation humanitaire en Haïti continue à se dégrader, impactant directement les marchés locaux et compromettant la disponibilité des produits. L'[intensification de la violence](#) et les blocages routiers imposés par des groupes armés, conjugués à la détérioration des routes causée [par de fortes pluies de novembre et décembre](#) perturbent considérablement les chaînes d'approvisionnement, limitant l'accès aux biens essentiels. Ces conditions [compliquent la mise en œuvre des opérations humanitaires](#), entraînant une pression accrue sur les ressources disponibles dans les marchés locaux. Ce rapport présente les résultats du cycle 2 de l'Initiative Conjointe de Suivi des Marchés (ICSM) menée par REACH en décembre 2024, incluant la mise à jour du prix médian des articles du **Minimum Expenditure Basket (MEB) non-alimentaire**, sa valeur totale estimée, les montants nécessaires pour les **transferts monétaires** ainsi que leurs variations par rapport au cycle précédent. Il examine aussi **la disponibilité des produits et les ruptures de stock potentielles sur les marchés en Haïti en décembre 2024**, attribuant des scores de fonctionnalité. Ces données aideront à optimiser les programmes de transferts monétaires pour une intervention efficace et ciblée au cours de l'année 2025 auprès des ménages en difficulté.

5	Partenaires de collecte
50	produits évalués
754	Informateurs clés
10	Départements
3934	Prix collectés
22	Marchés évalués

*La conversion en USD est effectuée sur la base du [taux inforeuro](#) (1 USD = 130.74995 HTG).

VALEURS DE TRANSFERTS DÉCEMBRE 2024 (Saison sèche)

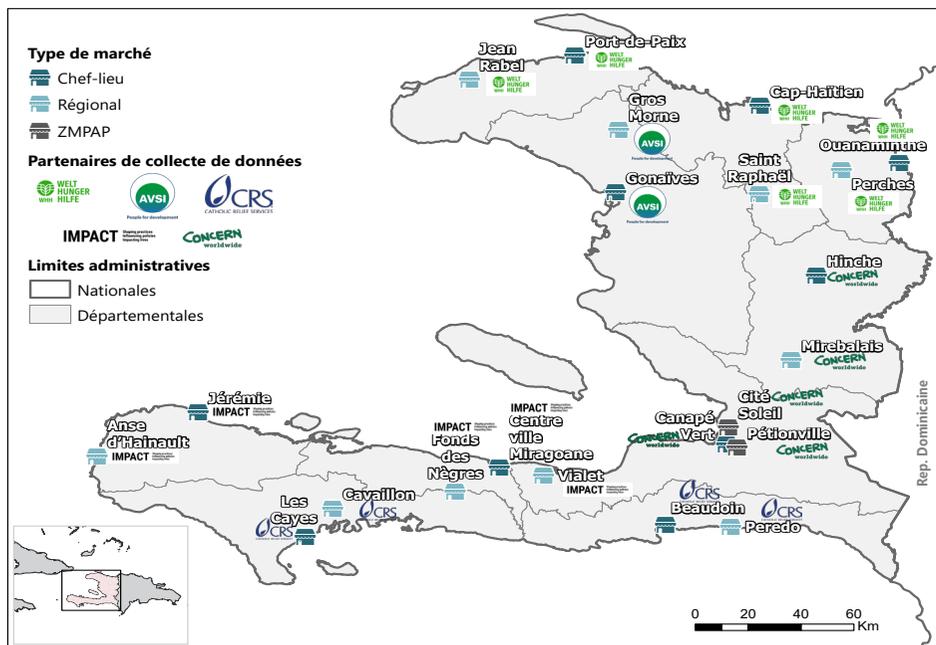
Crise Urgence: 251 USD ▼-7.7%

Crise Prolongée: 274 USD ▼-11.8%

PANIER DE DÉPENSES MINIMUMS (MEB) DÉCEMBRE 2024 (Saison sèche)

Coût du MEB non-alimentaire d'urgence	Coût du MEB non-alimentaire crise prolongée
26 407 HTG	30 460 HTG
202 USD*	233 USD*
▼- 6.5%	▼- 13.1%

Carte 1: Couverture des marchés évalués



RÉSULTATS CLÉS

- Lors du cycle de décembre 2024, le coût du MEB multisectoriel non-alimentaire pour la **crise prolongée** était **le plus élevé dans le département du Nord**, tandis que **le département du Centre** enregistrait le coût **le plus faible**. Pour le **panier d'urgence**, le coût **le plus élevé** a été relevé dans le **département du Sud**, avec à l'inverse, **le plus faible dans le Centre**. Ces variations régionales pourraient être influencées par **des défis logistiques, climatiques et sécuritaires**, qui impactent le transport et l'accès aux marchandises.
- Notre étude sur la fonctionnalité des marchés indique, comme lors du premier cycle, que **aucun des marchés évalués ne remplit complètement les critères de services et d'accès aux articles nécessaires** pour être considéré comme pleinement fonctionnel. Néanmoins, certains marchés dans les Nippes et l'Ouest, notamment à Fonds des Nègres, Miragoâne (déjà remarqué lors du premier cycle) et Violet, montrent des performances relativement meilleures, même s'ils rencontrent toujours certaines difficultés.
- Les marchés d'**Anse d'Hainault, Saint Raphaël, Cap-Haïtien et Les Perches** rencontrent, une fois de plus, **des défis importants en matière de résilience des chaînes d'approvisionnement**, de qualité des infrastructures et d'accessibilité. Comme lors du cycle 1 en septembre 2024, ces difficultés sont amplifiées par **des délais de réapprovisionnement prolongés, des coûts de transport élevés** et des options restreintes, principalement en **raison de routes bloquées ou endommagées et d'un climat d'insécurité lié à la présence de groupes armés**. Ces obstacles empêchent les livraisons régulières et suffisantes de marchandises, réduisant la capacité de ces marchés à répondre efficacement aux besoins des consommateurs locaux.
- La **majorité des produits disponibles sur les marchés haïtiens sont importés (63% en moyenne)**, principalement de la République dominicaine (**20%** des IC), bien que **59%** des IC ne connaissent pas l'origine exacte.

COÛT MÉDIAN DES MEB NON-ALIMENTAIRES À TRAVERS LE PAYS

En collaboration avec les clusters locaux, deux types de paniers ont été définis: le **panier d'urgence** et le **panier de crise prolongée**. La conception des deux paniers ainsi que leurs produits sont détaillés à la page 11.

Points clés

- Le coût du MEB multisectoriel non-alimentaire pour le mois de décembre varie de 25'061 HTG à 33'177 HTG pour la crise urgence et de 27'181 HTG à 34'269 HTG pour la crise prolongée, avec les **valeurs les plus élevées observées dans le Grand Nord, la ZMPAP et le Grand Sud** et les **plus faibles** dans le **Centre**. Cette situation est corroborée par un [rapport de Fewsnets](#) qui met en lumière les observations de l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI), qui rapporte un **taux d'inflation élevé dans le Grand Sud, exacerbé par les coûts de transport supplémentaires imposés par les gangs armés contrôlant les routes principales**. D'après Fewsnets, ces gangs imposent des frais de passage illégaux sur la route nationale numéro 2, ce qui entraîne une hausse des prix des produits de base à tous les niveaux de la chaîne d'approvisionnement.
- Au niveau des marchés, le **coût du MEB de crise prolongée est le plus élevé dans le marché de Port-de-Paix**, tandis que pour **MEB de crise urgence est le plus élevé dans le marché des Cayes**. Ces coûts élevés semblent principalement dus à une meilleure disponibilité des produits (comparativement aux autres marchés) et à une augmentation légère des prix par rapport aux autres marchés.
- Les coûts du MEB sont généralement **plus élevés** dans les **marchés régionaux**, où les prix des articles **sont légèrement supérieurs** à ceux des **marchés des chefs-lieux**. Cette différence peut s'expliquer par la **concentration des activités économiques dans les chefs-lieux**, qui bénéficient d'une **offre plus abondante et diversifiée**.

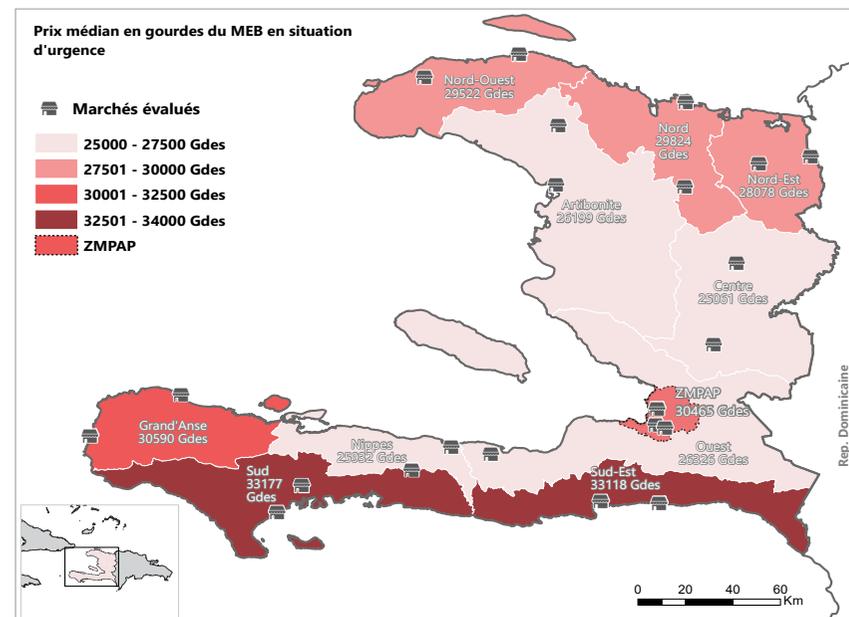
Période pluvieuse dans le Grand Nord et potentiel impact sur le MEB

Le Grand Nord, en particulier les départements du Nord et du Nord-Est, a enregistré une **hausse notable de son MEB** au cours du mois de décembre dernier, **coïncidant avec des événements climatiques extrêmes**. Selon [un rapport publié par Fewsnets en décembre 2024](#), des inondations survenues entre fin novembre et début décembre ont provoqué **d'importants dégâts matériels et exacerbé les besoins humanitaires de la région**.

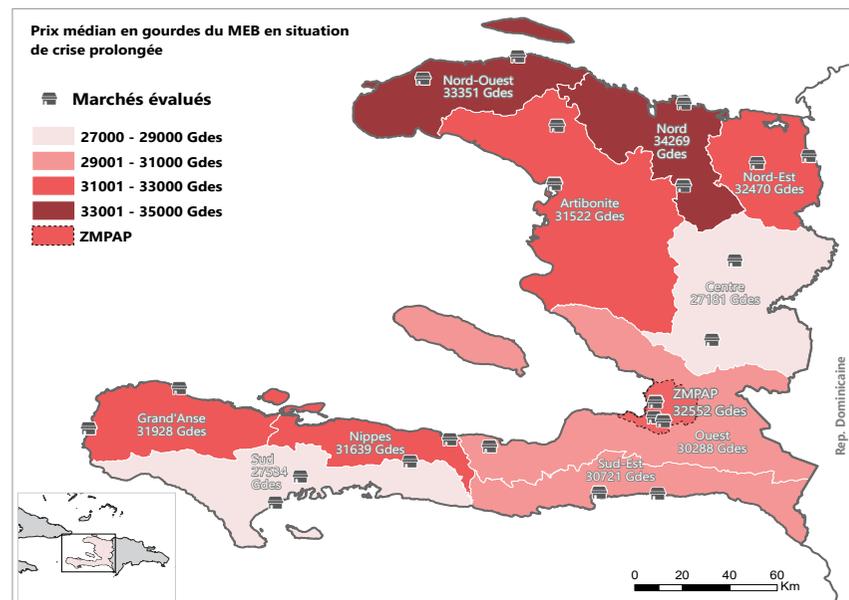
Il est possible que cette augmentation du coût des articles du Shelter Top Up, inclu dans le panier d'urgence, soit liée à ces inondations. Cette hausse potentielle de la demande pourrait naturellement influencer les prix, contribuant ainsi à l'augmentation des coûts du panier d'urgence. Cette hypothèse suggère un **lien possible entre les événements climatiques et une intensification des besoins en matériaux de construction d'urgence**, se répercutant sur le MEB dans ces départements.

Similairement, une augmentation du panier d'urgence a également été observée dans le département du **Sud**, où des inondations ont aussi eu lieu.

Carte 2: Coût médian du MEB d'urgence par département



Carte 3: Coût médian du MEB de crise prolongée par département



VARIATION DES COÛTS MÉDIANS DES MEB NON-ALIMENTAIRES PAR DÉPARTEMENT

Les données fournies dans le tableau ci-dessous permettent de comparer les variations du MEB à la fois pour le **panier d'urgence et le panier de crise prolongée** entre le cycle 1 et le cycle 2, soit entre les mois de septembre et décembre 2024, à travers les dix départements, ainsi que dans la ZMPAP. Elles mettent en lumière des tendances et des disparités régionales, qui peuvent refléter des dynamiques socio-économiques distinctes.

Département	Crise prolongée			Urgence		
	Coût MEB Septembre 2024 en HTG	Coût MEB Décembre 2024 en HTG	Variation Sept-Déc 2024	Coût MEB Septembre 2024 en HTG	Coût MEB Décembre 2024 en HTG	Variation Sept-Déc 2024
NORD	32744	34269	▲ + 4.6%	27178	29824	▲ + 9.7%
NORD-EST	29270	32470	▲ + 10.9%	26598	28078	▲ + 5.6%
NORD-OUEST	35831	33351	▼ - 6.9%	28675	29522	▲ + 3.0%
OUEST	38198	30288	▼ - 20.7%	35903	26326	▼ - 26.7%
ARTIBONITE	29934	31522	▲ + 5.3%	30585	26199	▼ - 14.3%
CENTRE	26469	27181	▲ + 2.7%	24426	25061	▲ + 2.6%
SUD	35836	27534	▼ - 23.2%	27104	33177	▲ + 22.4%
NIPPES	33025	31639	▼ - 4.2%	26961	25932	▼ - 3.8%
GRAND'ANSE	57983	31928	▼ - 44.9%	35415	30590	▼ - 13.6%
SUD-EST	42501	30721	▼ - 27.7%	29463	33118	▲ + 12.4%
ZMPAP	32637	32552	▼ - 0.3%	23360	30465	▲ + 30.4%

POINTS CLÉS

- De manière générale, le **Nord et le Nord-Est** se démarquent comme les deux principales régions ayant enregistré une augmentation significative du coût des deux paniers. Cette situation est liée aux **difficultés d'accès aux produits de première nécessité**, en raison de **l'impraticabilité des routes vers le Nord suite aux fortes averses** de novembre et décembre, ce qui pourrait influencer le coût de leur MEB.
- Dans le département de la **Grand'Anse**, les coûts des paniers ont nettement diminué, affichant des **réductions** de **45%** et de **14%** par rapport au premier cycle. Cette baisse est due à des prix plus bas dans ce cycle comparativement aux coûts élevés observés précédemment **lors du premier cycle dans le secteur ABNA**.
- La ZMPAP connaît une augmentation de **30%** du coût du panier d'urgence. Cette hausse coïncide avec **des ruptures de stock** chez **30%** des vendeurs notamment avec une hausse de **224%** du coût des articles Abna Shelter top up, pour lesquels **44%** des commerçants ont particulièrement rapporté une rupture de stock, dans un contexte de **violences accrues, notamment à Cité-Soleil**.
- D'autre part, une baisse de **23%** du coût du panier de crise prolongée a été observée dans le Sud, ce qui pourrait indiquer **une amélioration des conditions locales ou une réduction des coûts des biens de base**. En revanche, le panier d'urgence a connu une hausse de **22%**, marquée notamment par une augmentation significative de **568%** des articles Shelter Top Up. Cette forte hausse pourrait être liée à une demande accrue suite aux **inondations ayant affecté 4175 maisons** au cours du mois de décembre. Cette situation met en évidence les défis rencontrés pour répondre aux besoins urgents, exacerbés potentiellement par des **ruptures de stock de ces articles cruciaux pour la construction d'abris**.

TABLEAU DU MEB NON-ALIMENTAIRE**Prix médians nationaux par produit et secteur (ABNA et Shelter Top-Up)**

Articles ABNA	Quantités/ ménage/ mois	Prix médian unitaire national	Prix médian total mensuel (Crise prolongée)	Prix médian total mensuel national (urgence)	Articles Shelter top-up	Quantité/ ménage/ mois	Prix médian unitaire national	Prix médian mensuel (urgence)
Marmite -acier inoxydable (7L) (P)	0.1	HTG 1500	HTG 125	HTG 125	Corde polypropylène, (P)	5	HTG 200	HTG 1000
Poêle à frire (2.5 L) (P)	0.1	HTG 1000	HTG 83	N/A	2"Clou (50mm) Kg (P)	0.2	HTG 441	HTG 74
Marmite avec couverture (%L) (P)	0.1	HTG 1300	HTG 108	N/A	3 " clou (75mm) Kg (P)	0.1	HTG 441	HTG 37
Bol métallique (0.75 L) (P)	0.4	HTG 175	HTG 73	HTG 63	2.5" clou pour toiture (63mm) Kg (P)	0.1	HTG 551	HTG 46
Assiette métallique (0.75L) (P)	0.4	HTG 175	HTG 73	N/A	Fil de ligature (m) (P)	8.3	HTG 6	HTG 50
Gobelet métallique (0.3L) (P)	0.4	HTG 175	HTG 73	HTG 73	Marteau (P)	0.2	HTG 1000	HTG 167
Cuillère à soupe en acier inoxydable (10 ml) (P)	0.4	HTG 50	HTG 21	HTG 21	Pelle (P)	0.1	HTG 1500	HTG 125
Cuillère en bois à mélanger (30cm) (P)	0.1	HTG 250	HTG 21	HTG 21	Sécateur (P)	0.1	HTG 1000	HTG 83
Fourchette de table acier inoxydable (17cm) (P)	0.4	HTG 29	HTG 12	N/A	Houe (P)	0.1	HTG 1500	HTG 125
Couteau de table acier inoxydable (17cm) (P)	0.4	HTG 50	HTG 21	N/A	Pioche (P)	0.1	HTG 1750	HTG 146
Couteau de cuisine, lame en acier inoxydable (15 cm) (P)	0.1	HTG 150	HTG 13	HTG 13	Total ABNA top-up			HTG 1852 ▼-8.1%
Tampon à récurer / paille de fer	1	HTG 25	HTG 25	HTG 25	POINT D'ATTENTION			
Couverture 50% laine (1.5X2m) (P)	0.3	HTG 1250	HTG 313	HTG 313	Pour chaque panier, qu'il s'agisse du panier "crise prolongée" ou "urgence", il est inclus à la fois des articles à consommation mensuelle, ainsi que des articles ponctuels pouvant être utilisés durant plusieurs mois ou années, achetés de manière irrégulière. Afin d'évaluer la valeur totale de chaque panier, nous avons normalisé les prix des articles ponctuels sur une base mensuelle. Concrètement, cela signifie que nous avons converti les prix initialement basés sur une période ponctuelle de douze mois en prix mensuels équivalents. Cette conversion s'est effectuée en divisant les prix des articles ponctuels par douze, afin de les ramener à une échelle mensuelle.			
Matelas (P)	0.2	HTG 10000	HTG 1667	N/A				
Natte (P)	0.2	HTG 875	N/A	HTG 146				
Combustible -Charbon de bois (Gros sac)	1	HTG 1750	HTG 1750	HTG 1750				
Combustible - gaz propane (L)	9	HTG 380	HTG 3420	N/A				
Réchaud de 3 pièces (à charbon) (p)	0.1	HTG 1834	HTG 153	HTG 153				
Total ABNA			HTG 7950 ▼-28.3%	HTG 2711 ▼-7.5%				

TABLEAU DU MEB NON-ALIMENTAIRE (SUITE)**Prix médians nationaux par produit et secteur (WASH, Protection, Santé et Éducation)**

Articles WASH	Quantités/ ménage/ mois	Prix médian unitaire national	Prix médian total mensuel (Crise prolongée)	Prix médian total mensuel national (urgence)	Articles Protection	Quantités/ ménage/ mois	Prix médian unitaire national	Prix médian total mensuel (Crise prolongée)	Prix médian total mensuel national (Urgence)
Grande bassine (P)	0.3	HTG 1000	HTG 250	HTG 250	Torche (y compris ou batteries) (P)	0.1	HTG 150	HTG 13	HTG 13
Cuvette (P)	0.1	HTG 200	HTG 17	N/A	Carte sim (P)	0.1	HTG 200	HTG 17	HTG 17
Eau potable (Litre)	750	HTG 5	HTG 3750	HTG 3750	Téléphone (P)	0.1	HTG 1500	HTG 125	HTG 125
Savon lessive (Kg)	1	HTG 800	HTG 800	HTG 800	Recharge de téléphone de 100 HTG /Pers.	3	HTG 100	HTG 300	HTG 300
Brosse a dents	5	HTG 50	HTG 250	HTG 250	TOTAL Protection			HTG 454 ▼-4.4%	HTG 454 ▼-4.4%
Dentifrice (85g)	4	HTG 150	HTG 600	HTG 600	Dépenses Santé et Education			Prix médian total mensuel (Crise prolongée)	Prix médian total mensuel national (Urgence)
Papier toilette	5	HTG 50	HTG 250	HTG 250	Education	N/A - lump sum	HTG 7758	HTG 7758	HTG 7758
Serviettes hygiéniques (paquet 8)	3	HTG 150	HTG 450	HTG 450	Moustiquaire	0.2	HTG 1000	HTG 167	HTG 167
Savon bain (75g)	13	HTG 50	HTG 650	HTG 650	Santé (autres dépenses)	N/A - lump sum	HTG 6465	HTG 6465	HTG 6632
Bassine pour faire la lessive (P)	0.1	HTG 600	HTG 50	N/A	DÉPENSES EN ÉDUCATION ET SANTÉ				
Déodorant (Flacon)	3	HTG 200	HTG 600	N/A	<i>La valeur des lumpsum est obtenue en utilisant les données de la MSNA 2023 sur les dépenses des ménages liées à la santé et l'éducation en appliquant le glissement annuel de la Banque de la République d'Haïti (BRH) par secteur respectif. À noter que le prix de la moustiquaire a été collecté et fait partie du panier de dépense du secteur santé.</i>				
TOTAL WASH			HTG 7667 ▼-16.1%	HTG 7000 ▼-17.4%					

Valeur totale du MEB non-alimentaire :

Crise Prolongée
233 USD
30 460 HTG ▼

Urgence
202 USD
26 407 HTG ▼

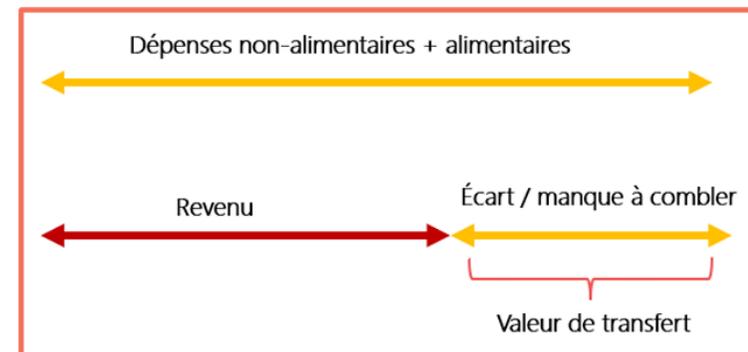
Taux de change utilisé: Les prix médians du MEB sont initialement calculés en HTG. La conversion en USD est effectuée sur la base du [taux inforeuro](#) (1 USD = 130.74995 HTG).

L'ANALYSE DES ÉCARTS POUR DÉTERMINER LES TRANSFERTS MONÉTAIRES

L'analyse des écarts est une méthode clé pour fixer une valeur de transfert adaptée dans les opérations de transferts monétaires. Elle mesure la différence entre le coût des besoins essentiels (définis par le MEB) et la capacité économique des ménages vulnérables ciblés. Cette différence représente les besoins non couverts par les moyens actuels des ménages.

$$\text{Ecart} = \text{Coût des besoins essentiels} - \text{capacité économique du ménage}$$

L'objectif est de déterminer le montant nécessaire pour combler cet écart et permettre aux bénéficiaires de couvrir leurs besoins essentiels. Cependant, cette estimation peut être ajustée selon d'autres considérations programmatiques : objectifs du projet, préférences des bénéficiaires, ressources disponibles, et alignement avec les partenaires et gouvernements.



Etape 1) Calculer les besoins minimums des ménages

Le MEB global sert de référence pour estimer les besoins essentiels des ménages et comprend à la fois le MEB non-alimentaire, renseigné à travers l'ICSM de REACH, et le MEB alimentaire renseigné par la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire d'Haïti (CNSA). Ils sont calculés pour un ménage type de 5 personnes en situation de vulnérabilité socio-économique.

MEB non-alimentaire

(dernièrement mis à jour décembre 2024)

Urgence: **26 407 HTG**
Prolongée: **30 460 HTG**

MEB alimentaire

(dernièrement mis à jour en septembre 2024)

27 309 HTG

Il représente 2100 kilocalories consommées par personne par jour, recommandé par la norme SPHERES.

Pour déterminer une valeur de transfert globale, le MEB alimentaire et non-alimentaire sont additionnés, permettant d'évaluer l'écart entre les besoins et les capacités des ménages.

MEB Urgence Global: **53 716 HTG**

MEB Crise Prolongée Global: **57 769 HTG**

Etape 2) Calculer le revenu médian

Pour estimer la capacité économique des ménages, REACH a analysé les données de revenus issues de la [MSNA 2024](#).

Le **revenu médian mensuel** pour un ménage de 5 personnes est estimé à:

10 000 HTG

Ce chiffre inclut uniquement les revenus monétaires, excluant les revenus en nature (ex. nourriture ou biens produits pour usage personnel), faute de données disponibles.

Pour plus d'informations sur la méthodologie et les résultats, veuillez consulter les [termes de référence](#) et les [tableaux croisés détaillés](#) de l'enquête MSNA.

Etape 3) Ecart à combler

Pour calculer l'écart à combler, il s'agit de soustraire la part des besoins qu'un ménage peut couvrir grâce à ses revenus du total des besoins requis pour ce ménage, tels que définis dans les MEB. Cette différence représente l'écart à combler.

En appliquant cette méthodologie, nous avons obtenu les écarts suivants pour les MEB :

(prix MEB non-alimentaire + prix MEB alimentaire) - revenu médian

Urgence:

$$(26\ 407 + 27\ 309) - 10\ 000 \\ = 43\ 716 \text{ HTG}$$

Crise prolongée:

$$(30\ 460 + 27\ 309) - 10\ 000 \\ = 47\ 769 \text{ HTG}$$

RECOMMANDATION FINALE DE VALEUR DE TRANSFERT

En 2023, le CWG a recommandé un transfert correspondant à **75 % de l'écart calculé pour le MEB**, conformément à l'approche préconisée par la CNSA. Cette stratégie a permis de soutenir davantage de ménages tout en répondant à une part significative de leurs besoins essentiels.

Cette année, la CNSA et le cluster Sécurité Alimentaire maintiennent la même recommandation pour le panier alimentaire. Le CWG propose donc de **renouveler cette approche, en alignant la valeur de transfert globale à 75 % de l'écart calculé**, afin d'assurer une harmonisation entre les interventions.

Valeur de Transfert mise à jour pour décembre 2024

Recommandation finale du CWG sur le montant de la valeur de transfert national, calculé en prenant **75%** de l'écart des besoins national calculé :

**Valeur de transfert crise urgence:
32 787 HTG // 251 USD**

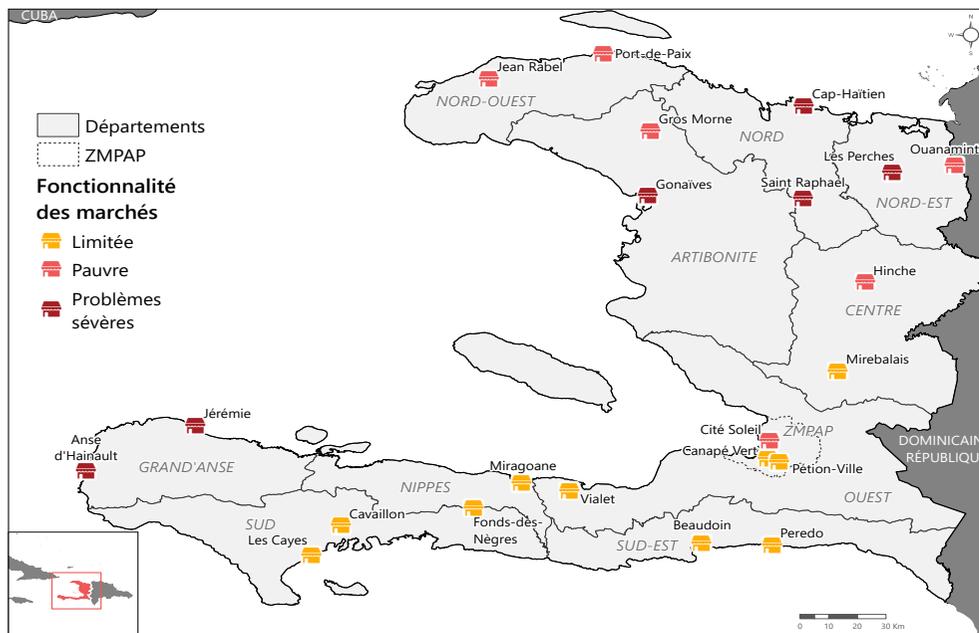
**Valeur de transfert crise prolongée:
35 827 HTG // 274 USD**

Taux de change utilisé: Les prix médians du MEB sont initialement calculés en HTG. La conversion en USD est effectuée sur la base du [taux inforeuro](#) (1 USD = 130.74995 HTG).

SCORE DE FONCTIONNALITÉ DES MARCHÉS (MFS)

- Comme lors du premier cycle, aucun marché n'a obtenu un score supérieur à 80 sur 100 lors du deuxième cycle, indiquant qu'aucun n'est pleinement fonctionnel selon les critères établis (voir "Score de fonctionnalité des marchés" page 12). Le département des **Nippes continue de se démarquer par les scores de fonctionnalité les plus élevés**, notamment à Fonds des Nègres et Miragoâne. Ces résultats pourraient être liés à leur proximité avec le port de Miragoâne, facilitant potentiellement l'accès aux biens, un avantage dont bénéficie également le marché de Vialet, situé dans la région de l'Ouest.
- Les marchés les moins fonctionnels incluent Anse d'Hainault, Saint Raphaël, Cap-Haïtien et les Perches.** Les graves difficultés observées dans ces marchés peuvent être attribuées à une confluence de facteurs relatifs à l'accès physique, à la disponibilité des produits, à la résilience des approvisionnements et à l'infrastructure. Ils affichent **des scores faibles concernant l'accessibilité physique et la qualité des routes**, ce qui entrave considérablement l'approvisionnement en biens de première nécessité. De plus, **la disponibilité des produits dans ces marchés reste insuffisante**, ce qui entraîne des ruptures fréquentes. La résilience des approvisionnements s'avère également être déficiente, limitant ainsi la capacité de ces marchés à maintenir des stocks adéquats et à assurer un réapprovisionnement efficace. Enfin, les infrastructures, notamment celles relatives au stockage et aux capacités de paiement, demeurent fragiles, exacerbant les problèmes d'approvisionnement. Ensemble, **ces faiblesses structurelles, tant logistiques qu'infrastructurelles**, entravent le fonctionnement optimal des marchés et limitent leur capacité à répondre aux besoins fondamentaux des populations locales.
- Les marchés de Jérémie et Gonaïves ont un score qui dépasse 50/100. Ils présentent cependant des scores inférieurs à 50% dans plusieurs dimensions, reflétant des **problématiques spécifiques**. Par exemple, Le marché de **Gonaïves obtient un très bon score en disponibilité, mais des scores bas en accessibilité, résilience et infrastructure**; ce qui le place parmi les marchés avec des problèmes sévères.
- À l'inverse, des marchés comme **Miragoâne** et **Fonds des Nègres**, bien qu'ayant une fonctionnalité limitée, se distinguent encore une fois par une **large disponibilité** de tous les articles enquêtés, signalée par tous les commerçants. De plus, plus de **71%** des commerçants de ces marchés déclarent **ne pas rencontrer de ruptures de stock, et la durée de leurs stocks est environ trois fois supérieure au temps nécessaire pour leur réapprovisionnement**. Une situation similaire est également observée sur **le marché de Vialet**. Ces caractéristiques pourraient expliquer les scores relativement élevés de ces marchés.

Carte 4: Score de Fonctionnalité des Marchés, par marché évalué



Classification

Sur un score maximum de 100, les marchés sont classés en quatre catégories dépendamment du cumul de score obtenu pour chaque dimension qui décrit chacun un aspect de leur niveau de fonctionnalité. Pour le détail de la classification, visitez la page 12.

Défis d'approvisionnement au Nord-Ouest

Les marchés de **Port-de-Paix** et de **Jean Rabel** affichent **des coûts élevés pour les paniers non alimentaires** dans le Nord-Ouest, témoignant d'une fonctionnalité réduite du marché. Cette région, marquée par un isolement géographique, révèle une vulnérabilité notable, comme l'indique [le rapport de la MSNA Haïti 2024 sur le Nord-Ouest](#). Ce dernier met en lumière les défis liés à **l'augmentation des prix**, une tendance confirmée par le **second cycle de l'ICSM**. Le Nord-Ouest se place ainsi en deuxième position en termes de coût du panier MEB en situation de crise prolongée, avec **50%** des IC identifiant la hausse des prix comme un obstacle opérationnel majeur.

Le **Nord-Ouest** dépend fortement des importations, avec un taux d'importation de **83%**, particulièrement en provenance de la République Dominicaine. Toutefois, après la Grand'Anse qui présente les taux les plus élevés, **35%** des IC signalent que **les grands détaillants et grossistes rencontrent des difficultés pour importer des biens**. Par ailleurs, **17%** rapportent être affectés par **le coût élevé des frais de douane**, aggravant la situation. De plus, **Les dangers ou dommages sur les routes menant au marché** sont fréquemment évoqués, affectant **33%** des commerçants. Ces problèmes sont aussi corroborés par la MSNA 2024, qui souligne des **difficultés logistiques dues à des infrastructures routières précaires et à l'insécurité sur les routes** reliant le bas Nord-Ouest à Port-au-Prince et à l'Artibonite (Gonaïves). Ces facteurs pourraient contribuer à un délai de réapprovisionnement moyen important de **26 jours** au niveau de ce département, soit **presque le triple** de la médiane nationale.

Disponibilité des produits

A l'échelle nationale, **42%** ▼ et **32%** ▼ des marchands ont déclaré que la **binette et le seau à robinet étaient, respectivement, complètement indisponibles** sur le marché. Comme expliqué sur la page 11 sur le MEB, ces articles ont donc été écartés des valeurs totales des MEB. Dans le département des **Nippes, tous les commerçants ont déclaré le seau à robinet comme étant indisponible**. Quant à la **binette, c'est encore une fois dans la Grand'Anse** que la totalité des marchands l'ont déclaré comme complètement indisponible.

Les marchés de **Cavaillon** et de **Peredo** sont les principaux points de vente présentant le **plus grand nombre d'articles du MEB indisponibles**. Cette carence significative pourrait, en grande partie, expliquer pourquoi le coût global de leur MEB demeure parmi les plus bas. Au marché de Cavaillon, **75%** des marchands reconnaissent avoir rencontré des problèmes **de ruptures de stock pour les articles de construction d'abris**. Bien que le marché de Port-de-Paix figure parmi ceux offrant une plus grande disponibilité d'articles, **75%** des commerçants signalent une **rupture de stock des articles essentiels à la construction des abris ainsi que de ceux destinés à la protection**. De plus, **70%** des vendeurs font état d'une pénurie généralisée touchant l'ensemble des articles des paniers.

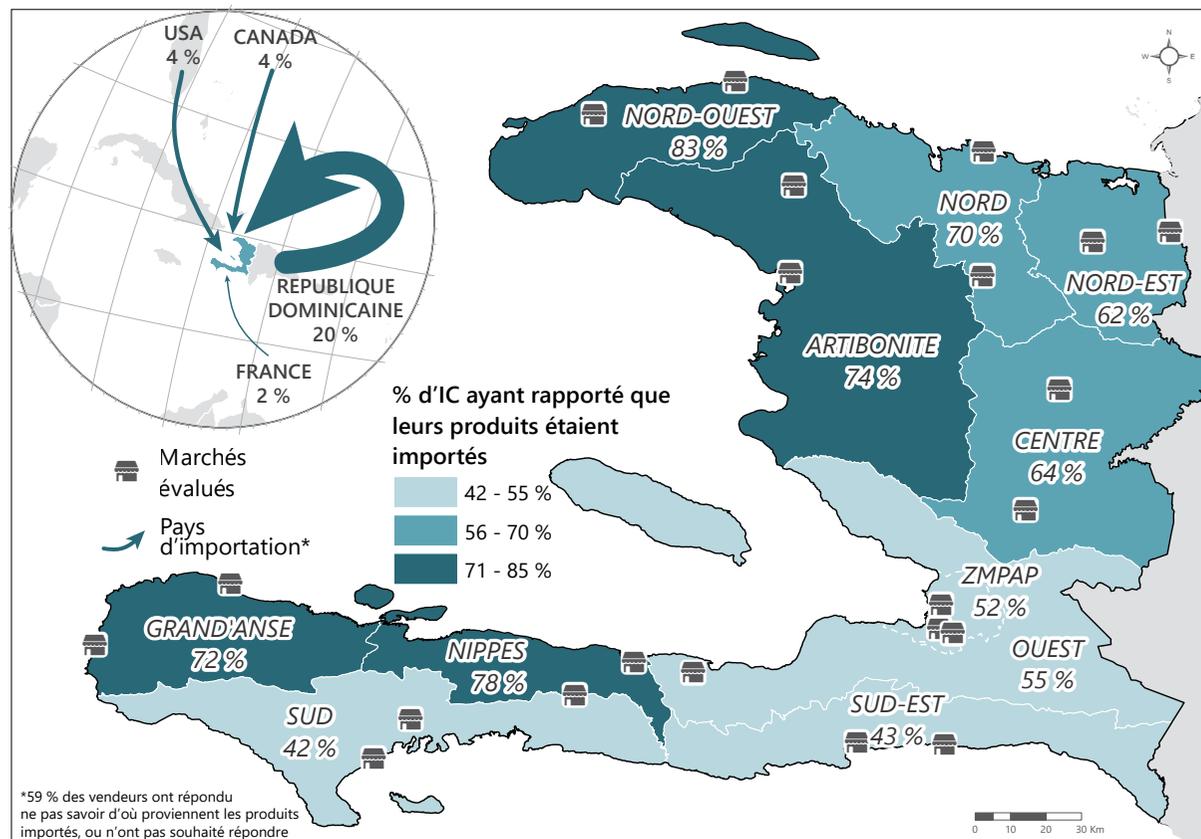
Origine des produits

Comme l'indique la **Carte 5, la majorité de produits sur les marchés haïtiens sont importés**, avec une moyenne nationale de **63%**. Les départements des Nippes, du Nord-Ouest et de l'Artibonite présentent **les taux les plus élevés d'importations**, tandis que le Centre, le Sud et la Grand'Anse se distinguent par **une plus grande proportion de produits locaux**. Parmi les commerçants, **59%** ignorent l'origine exacte de leurs produits importés, bien que **20%** identifient la **République dominicaine comme principal pays fournisseur**.

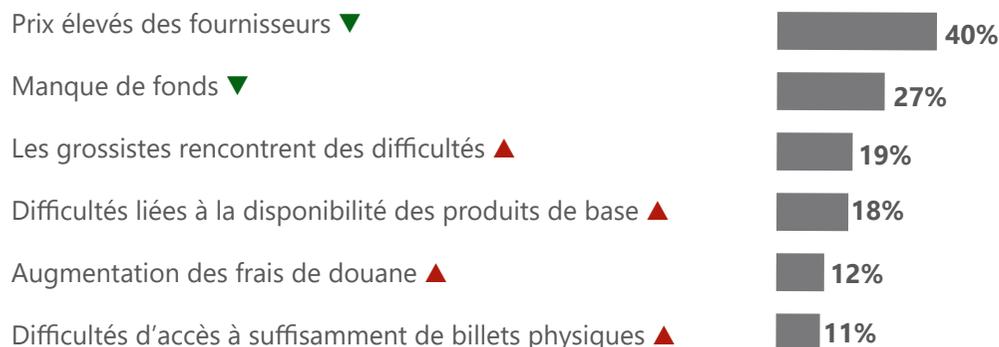
Stock et approvisionnement

Les marchés les moins fonctionnels éprouvent généralement plus de difficultés à garder leur stock bien approvisionné. Les raisons principales restent le **manque de fonds (27%)** ▼ et la **hausse des prix des articles auprès des fournisseurs (40%)** ▼. Même parmi les marchés les mieux notés, le manque de fonds demeure une problématique prédominante, affectant **63%** des commerçants à **Fonds-des-Nègres** et **44%** à **Miragoâne**. Aux Perches, cette contrainte financière est aussi largement évoquée, touchant **47%** des vendeurs.

Carte 5: Origine d'approvisionnement des articles



Difficultés rencontrées pour maintenir leur entreprise opérationnelle et bien approvisionnée au cours des 7 derniers jours, par % d'IC



INDICATEURS DE FONCTIONNALITÉ DES MARCHÉS (SUITE)

Ruptures de stock

Plus d'un quart des commerçants interrogés ont signalé **des ruptures de stock** dans les jours précédant l'enquête. En revanche, les marchés de **Fonds-des-Nègres et de Violet** ont enregistré les proportions les plus basses de vendeurs affectés par ce problème, avec seulement **8%** et **9%** respectivement, ce qui suggère une gestion des approvisionnements plus efficace. À l'opposé, Jean Rabel et Port-de-Paix enregistrent **les taux les plus élevés** de ruptures de stock, avec respectivement **74%** et **70%**, accompagné des délais de réapprovisionnement **les plus longs (26 jours)**. Ces difficultés, particulièrement marquées dans le département du Nord-Ouest (**72%**), sont exacerbées par des obstacles physiques, rapportés par **33%** des commerçants mentionnant **les dangers ou les dommages sur les routes menant aux marchés** comme principal problème. L'occupation des axes routiers par des groupes armés continue d'entraver la circulation des produits entre départements, allonge les délais de livraison et entraîne une hausse des coûts de transport, qui se répercute sur les prix des marchandises.

Modes de paiement acceptés aux marchés

L'**argent liquide en gourdes demeure le principal mode de paiement** adopté par les commerçants sur l'ensemble des marchés évalués, avec une acceptation **quasi unanime au niveau national (99%▲)**. Cette prédominance de la monnaie locale souligne son rôle **central dans les transactions commerciales** à travers tous les départements étudiés. Par ailleurs, **9%▲** des commerçants déclarent avoir accepté **le crédit informel comme moyen de paiement secondaire**, une pratique particulièrement marquée dans les départements du Nord-Est (**43%**) et du Nord-Ouest (**50%**). Cette tendance pourrait contribuer aux **difficultés de renouvellement des stocks** dans ces régions, étant donné que plus de **28%** des vendeurs ont mentionné un manque de fonds.

Obstacles financiers

Le **principal obstacle financier rapporté lors de ce cycle est l'incapacité des clients à payer leurs achats** selon des modalités acceptées par les vendeurs. Ce problème est particulièrement présent sur les marchés de **Mirebalais et Hinche**, où il est signalé par **62%** et **67%** des commerçants. Bien que **le département du Centre** affiche les coûts des paniers **les plus faibles**, ces marchés sont marqués par des prix souvent jugés inabordables. Cette situation empêche les clients d'acheter ce dont ils ont besoin, un problème rapporté par **61%** des commerçants à **Hinche** et **79%** à **Mirebalais**.

Dans la région s'étendant de **Violet** (Ouest) à **Fonds des Nègres** (Nippes), la **cherté de l'essence (52% à 58%)** et les **coûts élevés du transport (44% à 58%)** demeurent encore des obstacles financiers majeurs pour les clients, accentuant les difficultés d'accès aux produits essentiels.

Obstacles d'accès

Dans le Nord, **51%▲** des commerçants déclarent que **certain clients ont été confrontés à des obstacles physiques**, tels que des dangers ou des dommages sur les routes menant au marché. Par ailleurs, les commerçants expriment une fois de plus des préoccupations liées à l'insécurité, notamment: **27%▲** en **Artibonite**, qui rapportent une peur de la violence et **26%▲** mentionnant **des risques de vol**.

Obstacles financiers pour accéder aux places de marché auxquels les clients sont confrontés, par % d'IC



Préoccupations des vendeurs concernant le manque de sécurité sur les marchés en Artibonite, par % d'IC

- 1 Peur de la violence (**27%**) ▲
- 2 Peur du vol (**27%**) ▲
- 3 Dangers liés au transport de marchandise (**15%**) ▲

En **Artibonite**, la proportion de vendeurs ayant rapporté **aucun problème de sécurité sur le marché** reste la moins élevée à travers tous les départements. De plus, **8%** des clients y expriment un sentiment d'insécurité, **un chiffre cinq fois supérieur** à la médiane nationale.

À Cité-Soleil, l'insécurité persévère comme obstacle aux marchés

À Cité-Soleil, les défis de sécurité demeurent une contrainte significative pour les marchés locaux. En effet, **23%▲** des IC ont rapporté que des **affrontements actifs ont empêché les clients d'atteindre les marchés** au cours de la dernière semaine contre **3%** comme médiane nationale. En outre, ces constatations sont en accord avec les résultats de la **MSNA 2023**, qui indiquent que **l'insécurité est un obstacle majeur** non seulement sur les marchés eux-mêmes, avec **18%** des ménages signalant des dangers, mais aussi **lors des déplacements vers et depuis ces marchés**, affectant **9%** des ménages. Cette situation met en lumière comment l'insécurité continue de perturber l'accès régulier aux ressources alimentaires et non-alimentaires essentielles, exacerbant les défis quotidiens des habitants de Cité-Soleil.

MÉTHODOLOGIE DE COLLECTE ET DE CALCUL DU MEB

Une approche quantitative à titre indicatif et au niveau national a été adoptée pour recueillir des données auprès d'informateurs clés (ICs). La collecte de données s'est déroulée du **11 au 14 décembre 2024**. Cette démarche impliquait la collecte de prix pour chaque article du MEB à travers des entretiens en face-à-face avec les commerçants (ICs) dans deux marchés par département: un marché chef-lieu, considéré comme un centre commercial clé servant de point de convergence pour les produits en provenance des autres marchés du département, et un marché régional de moindre envergure, desservant spécifiquement sa zone géographique. Pour la ZMPAP, une approche légèrement différente a été adoptée, avec l'évaluation de deux marchés : l'un situé dans une zone économiquement aisée et l'autre dans un secteur défavorisé, afin de refléter les contrastes socioéconomiques des milieux concernés.

Dans le cadre de cette évaluation, les commerçants détaillants établis dans les marchés sélectionnés ont été les principales personnes visées. La sélection et le nombre d'IC à enquêter dépendaient de la disponibilité des produits chez eux. Pour chaque produit d'intérêt, des informations sur les prix étaient prélevées sur un minimum de quatre IC. Les IC vendant une diversité (maximum) de produits d'intérêt dans chaque catégorie étaient priorités.

Les données ont été collectées via KoboCollect sur smartphones ou tablettes, avec un suivi quotidien et un nettoyage systématique (correction des anomalies, valeurs aberrantes, etc.) à l'aide d'Excel et R. Le processus respectait les Standards Minimums de Nettoyage REACH et a été documenté dans un registre dédié. Une vérification finale a été réalisée par l'équipe terrain et au siège. L'analyse, conforme au Plan d'Analyse de Données, a utilisé R et Excel pour calculer les prix médians par produit et marché, avec une distinction entre marchés ruraux, urbains et l'ensemble du pays.

Des informations détaillées sur la méthodologie sont disponibles dans les [termes de référence \(TdR\) de l'ICSM](#).

Les deux types de MEB

La révision du MEB en juin 2023 s'est réalisée à partir de la complémentarité des définitions d'un MEB d'urgence, incluant à savoir les besoins essentiels des ménages à la suite d'une catastrophe naturelle ou d'un incident de protection, et par celle d'un MEB de crise prolongée, incluant les besoins en dehors de ces périodes d'urgence. À noter que le MEB d'urgence ne se réfère pas à un panier minimum d'articles de survie (Survival Minimum Expenditure Basket), mais uniquement au panier de dépenses nécessaires aux ménages dans le cas d'une urgence, notamment lors d'une catastrophe naturelle ou d'un incident de protection survenant en Haïti. Ce panier d'urgence peut notamment prendre la forme de transfert en cash en une seule fois, mais n'a pas vocation à être utilisé à des fins de transferts récurrents. Par conséquent, le MEB d'urgence ne pourra être utilisé afin de couvrir les besoins de survie des ménages en dehors du contexte de catastrophe naturelle/incident de protection. Le MEB crise prolongée comprend des articles essentiels des catégories ABNA, WASH, Protection, Santé et Éducation. Le MEB d'urgence inclut un complément de logement ABNA et reprend la majorité des articles du panier de crise prolongée, à l'exception de la poêle à frire, la marmite avec couvercle, l'assiette métallique, la fourchette en acier inoxydable, le couteau de table en acier inoxydable, et le combustible (gaz propane). Toutefois, contrairement à 2023 où le matelas et la natte était inclus dans les deux paniers, cette année la natte a été choisie pour le panier d'urgence et le matelas pour la crise prolongée, afin de mieux adapter les MEBS aux réalités et besoins actuels.

Calcul du MEB

- Le coût du MEB est calculé en multipliant le prix médian de chaque article dans la zone concernée par la quantité indiquée dans le tableau à la page 4.
- Concernant la composante eau potable de boisson, la quantité par ménage par mois est basée sur 5L par personne par jour recommandée par le cluster WASH. Pour un ménage de 5 personnes, il s'agit donc d'un total de 750L par mois.
- Si une composante du MEB est indisponible dans une zone, le prix médian global est utilisé pour le calcul de l'indice.

Articles écartés

Suite à la collecte de prix, il a été à nouveau décidé d'écarter la binette et le seau à robinet du calcul du MEB pour ce cycle 2. Contrairement à l'année 2023 et pour les mêmes motifs que ceux du cycle 1, ces articles ont été exclus en raison de leur large indisponibilité sur les marchés analysés. Leur inclusion dans le MEB ne refléterait pas de manière réaliste les dépenses des ménages, étant donné que ces articles ne sont actuellement pas accessibles. Cette décision s'inscrit dans une démarche de réadaptation du panier, prenant en compte les réalités du marché et les besoins effectifs des populations.

Articles Baby Top-Up

Bien qu'ils ne fassent pas partie, encore une fois, du calcul des paniers, les prix des articles baby-top up ont été collectés au cas où l'option de rajout dans le panier d'urgence serait envisagé par un secteur qui souhaiterait intervenir dans des ménages comportant un ou plusieurs bébés.

ARTICLES	PRIX
Baby Kit-couche taille 3	1150 HTG
Baby Kit-savon (70g)	125 HTG
Baby Kit-shampoo	500 HTG
Baby Kit-serviette	400 HTG
Baby Kit-huile	400HTG

MÉTHODOLOGIE DE CALCUL DU SCORE DE FONCTIONNALITÉ DES MARCHÉS (MFS)

Le Score de Fonctionnalité des Marchés (MFS) : est une méthode développée par REACH pour classer les marchés en fonction de leur niveau de fonctionnalité. Il permet de comparer les marchés au sein d'un pays et entre différents pays, afin d'aider les acteurs humanitaires à identifier les marchés suffisamment fonctionnels pour être des cibles appropriées pour les programmes d'assistance en espèces et bons (CVA), et ceux qui nécessitent des interventions supplémentaires pour améliorer leur autonomie. Le MFS repose sur un ensemble d'indicateurs couvrant divers aspects de la fonctionnalité et se regroupent autour de la capacité des clients/acheteurs à s'approprier d'un produit par rapport à son prix et la stabilité de ce dernier.

- **L'accessibilité (25%)** des acteurs d'une manière générale à se rendre physiquement aux marchés. Elle permet également de vérifier l'accès social et le niveau de sûreté et de sécurité des routes menant aux marchés.
- **La disponibilité (30%)** des produits. Elle permet de comprendre si les marché/vendeurs sont en mesure de fournir de manière fiable et régulière les articles de base qu'un ménage local moyen souhaite acheter.
- **L'abordabilité (15%)** qui renseigne sur l'accès financier des clients/acheteurs à s'approprier d'un produit par rapport à son prix et la stabilité de ce dernier.
- **La résilience (20%)** des chaînes d'approvisionnement qui montre la capacité des vendeurs à renouveler leur stock au niveau des marchés.
- **L'infrastructure (10%)** indique l'état physique des bâtiments, routes, etc. au niveau ou dans les environs des marchés. Elle permet de comprendre le niveau de sécurité des entrepôts dans les marchés et aussi les différentes modalités de paiement des articles.

Catégorisation du score de fonctionnalité des Marchés (MFS)

Sur un score maximum de 100, les marchés sont classés en quatre catégories dépendamment du cumul de score obtenu pour chaque dimension qui décrit chacun un aspect de leur niveau de fonctionnalité.

- **Fonctionnalité complète** : (1) le score total du MFS est > 80 % du score total maximum et (2) aucune dimension ne tombe en dessous de 50 % de son score maximum.
- **Fonctionnalité limitée** : (1) le score total du MFS est > 50 % du score total maximum ou (2) pas plus d'une dimension ne tombe en dessous de 50 % de son score maximum.
- **Fonctionnalité pauvre** : (1) le score total du MFS est < 50 % du score total maximum ou (2) au moins deux dimensions tombent en dessous de 50 % de leurs scores maximums.
- **Problèmes sévères** : (1) le score total du MFS est < 25 % du score total maximum ou (2) au moins trois dimensions tombent en dessous de 50 % de leurs scores maximums.

DÉFIS ET LIMITES DE L'ÉTUDE

- Les données sur les prix sont indicatives et représentatives uniquement pour la période de collecte, sans permettre de suivre les variations continues.
- Certains partenaires n'ont pas pu recueillir les quatre prix par article recommandés, limitant l'analyse des tendances des prix sur les marchés évalués.
- Les articles relevés dans l'ICSM sont les moins chers disponibles, mais leur disponibilité varie selon les régions, ce qui peut entraîner des comparaisons entre produits légèrement différents.
- Le coût médian national est basé sur les marchés couverts par l'évaluation, sans inclure l'ensemble des marchés existants dans le pays.
- Les prix sont exprimés pour des quantités et unités prédéfinies, qui ne correspondent pas toujours aux pratiques des marchés locaux. Ainsi, la standardisation des unités est complexe pour certains articles (par exemple, le fil de ligature vendu au poids plutôt qu'à la longueur), introduisant des marges d'erreur.

À propos de REACH

REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR). Pour plus d'informations, veuillez consulter notre [site internet](#). Vous pouvez nous contacter directement à : geneva@reach-initiative.org et nous suivre sur Twitter : @REACH_info.

À propos du CWG

Le Groupe de Travail sur les Transferts Monétaires en Haïti (GTTM/CWG) est une plateforme d'échanges techniques qui associe de nombreuses institutions, parmi lesquelles des institutions gouvernementales, des prestataires de services financiers, des agences des Nations unies, et des organisations non gouvernementales nationales et internationales. Ce groupe vise notamment à améliorer la qualité des transferts monétaires pour les populations les plus vulnérables en Haïti sur deux objectifs :

1. Un objectif technique : Le groupe doit servir de plateforme principale de coordination des transferts monétaires en s'engageant à produire et partager les leçons apprises, à harmoniser les approches et les outils, et à développer des guides techniques.
2. Un objectif stratégique : Adoptant une approche axée sur les résultats et l'impact des transferts monétaires, le GTTM œuvre à éviter les gaps et les duplications, et plaide en faveur d'une réponse en transferts monétaires lorsque cela est approprié.

Le groupe Cash est co-dirigé par le Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA) en tant que Co-chair non programmatique et le Programme Alimentaire Mondial (PAM) en tant que co chair programmatique. Pour plus d'informations, veuillez consulter la [page Cash](#) sur Relief Web.

Pour contact : katia.boudrahem@wfp.org et shedna.italis@un.org

Publications de l'ICSM

Termes de référence de l'étude : [ici](#)

Tableaux d'analyse des résultats : [ici](#)

Note d'orientation sur les lignes directrices pour la définition des valeurs de transfert monétaire en Haïti, basée sur l'ICSM de novembre 2023 : [ici](#)

En collaboration avec:



OCHA



Programme
Alimentaire
Mondial

PAM

Avec le soutien opérationnel de:



ACTED



CONCERN
worldwide

Financée par :



Humanitarian Aid
and Civil Protection

